

Pour la gratuité des soins et des protections et un véritable service public de santé !

mercredi 14 octobre 2020, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 7 octobre 2020).

La « première vague » de la pandémie de coronavirus a été un révélateur exceptionnel de l'état du système de santé aux yeux de l'ensemble de la société. Elle en a montré les forces et les faiblesses...



L'hôpital public, déjà en situation critique avant l'épidémie, a réussi à accueillir, dans l'urgence, une grande partie des patientEs. Il a néanmoins été débordé dans certaines régions où, parfois, des choix éthiques déchirants (qui soigner ?) se sont posés. Les équipes ont réussi à faire face et à éviter que l'épidémie ne devienne plus dévastatrice. Faute de moyens, ils et elles n'y sont toutefois parvenus qu'au prix de risques considérables et d'un travail épuisant.

L'absence de politique de santé publique permettant d'anticiper l'épidémie (révélée par l'absence de masques et de tests), les conséquences dramatiques de politiques d'austérité, de privatisation et de marchandisation de la santé menées depuis un quart de siècle sont devenues visibles pour touTEs. La question du droit à la santé et de soins accessibles à touTEs est l'une des grandes préoccupations pour construire le « monde d'après ».

Renforcer les moyens de l'hôpital public

Manque de personnel, fermeture de 100 000 lits en 20 ans, de services d'urgences, de maternité, de chirurgie de proximité, regroupement dans d'énormes usines à soins déshumanisées mais plus « rentables » : les effets des politiques d'austérité n'ont pas attendu l'épidémie pour se manifester. Tout au long de l'année 2019, les services d'urgences ont été en grève et les mobilisations hospitalières se sont succédé pour exiger, sans succès, un recrutement massif de personnel, l'augmentation des budgets hospitaliers, la revalorisation des salaires.

Les effets désastreux de la gestion de l'hôpital public sur le mode de l'entreprise, dont la « tarification à l'activité » est l'un des principaux outils, ont été mis en relief par la pandémie. L'hôpital étant rémunéré selon le nombre d'actes fournis, un lit vide est un lit « non rentable », et le « taux d'occupation des lits » doit être le plus élevé possible. Pas de place dans ces conditions pour anticiper des événements « imprévus »... comme cette épidémie.

La politique des gouvernements successifs a consisté à « externaliser » vers des opérateurs privés

une part croissante des missions de l'hôpital public, et en finir avec la place centrale de celui-ci dans le dispositif de soins.

Les leçons de l'épidémie exigent au contraire un renforcement des moyens du service public de santé, à l'opposé de la poursuite et de l'accélération de ce qui n'a pas fonctionné depuis 25 ans et que veulent poursuivre Macron-Véran avec leur « Ségur » de la santé.

Exigeons :

La gratuité des protections (masques, tenues...), des tests, des médicaments et traitements, et leur accès pour touTEs

La gratuité totale des soins sans avance des frais, avec une prise en charge par la Sécurité sociale

Un plan massif de formation et de recrutement pérenne de 120 000 emplois pour les hôpitaux, et d'un poste par résidentE dans les EHPAD

Un plan massif de financement du système de santé et sa réorganisation sous le contrôle des professionnels et des patientEs

L'augmentation générale et pérenne des salaires d'au moins 300 euros pour tous les personnels des hôpitaux et d'EHPAD

NPA

P.-S.

• Hebdo L'Anticapitaliste - 538 (08/10/2020). Publié le Mercredi 7 octobre 2020 à 10h51 :
<https://lanticapitaliste.org/arguments/sante/pour-la-gratuite-des-soins-et-des-protections-et-un-veritable-service-public-de>